

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Lettre-ouverte-a-l-ASN-de-la-Coordination>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Echos des luttes antinucléaires > **Lettre ouverte à l'ASN de la Coordination antinucléaire île-de-France**

13 juin 2017

Lettre ouverte à l'ASN de la Coordination antinucléaire île-de-France

Mesdames et messieurs les membres de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN),

Parce que vous avez la responsabilité de la sûreté nucléaire en France, vous allez dans quelque temps prendre une décision lourde de conséquences pour les citoyens, le territoire et l'économie françaises, à savoir accepter ou pas que la cuve de l'EPR de Flamanville soit maintenue en l'état, avec tous ses défauts de fabrication désormais connus, donc autoriser ou non EDF et Areva à poursuivre la construction de ce nouveau réacteur.

Les révélations de ces derniers mois sur les graves dysfonctionnements de l'usine Areva du Creusot, où ont été forgées de nombreuses pièces de réacteurs en activité et la cuve de l'EPR, sont très inquiétantes. Or ces informations étaient tenues secrètes, inaccessibles aux citoyens comme aux parlementaires. Pourtant, vous aviez pris connaissance des risques de défaut sur les produits de cette usine dès 2005, et alerté EDF et Areva sur le sujet en 2006. Ce qui n'a pas empêché Areva de faire forger la cuve de l'EPR dans cette usine, et, malgré des défauts repérés sur le couvercle et connus de vous dès 2011, de la faire installer dans le bâtiment réacteur sans même faire les contrôles de conformité [1]. Aujourd'hui, la cuve ne peut être extraite qu'en détruisant une partie du réacteur, option inacceptable pour EDF. Or les règles de sûreté prévoient "l'exclusion de la rupture de la cuve". Autrement dit, cette rupture ne doit en aucun cas se produire, car il n'y a pas de plan B prévu dans ce cas, et ce serait alors un scénario similaire, voire pire que celui de Fukushima. Tout cela alimente légitimement les doutes quant à votre capacité à résister aux pressions du lobby nucléaire.

Nous savons que la décision que vous prendrez sera déterminante pour la poursuite du programme nucléaire envisagé par EDF et Areva. Nous savons qu'achever la construction de l'EPR de Flamanville est une condition indispensable pour que ces entreprises puissent continuer à vendre des réacteurs à l'étranger (et par là à contribuer à la dissémination nucléaire). Mais nous savons aussi que l'énergie nucléaire est désormais économiquement condamnée et, pour cette raison, en voie d'abandon par plusieurs autres pays qui l'avaient eux aussi mise en œuvre. Le développement du nucléaire a déjà englouti des centaines de milliards. Et si EDF et le lobby nucléaire parlent de compétitivité à son sujet, c'est parce qu'ils sortent des comptes le coût de la recherche (tout ce qui lui a permis d'exister), ainsi que les frais immenses de remise en état du parc existant pour la mise aux normes post-Fukushima, du démantèlement et de la gestion des déchets pour des centaines de milliers d'années.

Pas plus qu'il n'a été question, depuis les années soixante-dix, de solliciter l'accord des citoyens français sur l'implantation à marche forcée de 58 réacteurs nucléaires en France, il n'est question aujourd'hui de demander leur accord sur la poursuite du programme EPR — ni d'ailleurs sur le prolongement de la durée de vie des centrales. Croyez-vous sérieusement que les citoyens acceptent le risque d'une catastrophe nucléaire sur le territoire qu'ils habitent ? Alors qu'un accident majeur est devenu probable d'après le président de l'ASN lui-même [2], ce risque sera encore accru si vous autorisez le chantier de l'EPR à redémarrer. Vous avez le pouvoir et le devoir d'éviter cela.

Car, faut-il le rappeler, les conséquences d'une telle catastrophe, ce seront nous, les citoyens français, qui, par la force des choses, devons les subir. C'est, de fait, avec nos impôts et taxes que l'EPR se construit et continuera de se construire si vous l'y autorisez, engloutissant des sommes qui n'iront pas au développement d'autres formes de production d'électricité, bien moins dangereuses et bien plus adaptées aux besoins réels. Et surtout, si la catastrophe se produit, c'est de la santé de milliers, voire de millions, d'entre nous qu'elle se paiera, et de la condamnation pour des siècles de milliers d'hectares que nous habitons, exploitons ou simplement aimons visiter... Les exemples de Tchernobyl et Fukushima ne suffisent-ils pas à montrer l'ampleur des dégâts dont vous endosseriez la responsabilité ?

C'est pourquoi nous vous demandons de préférer les intérêts de millions de Français à ceux de l'industrie nucléaire, et pour cela de ne pas homologuer la cuve défectueuse de l'EPR de Flamanville.

La coordination antinucléaire d'Ile-de-France

coordinanidf@gmx.fr

Notes

[1] Ces informations alarmantes ont été largement relayées dans la presse. Voir par exemple Sylvain Tronchet, "Défauts sur la cuve de l'EPR de Flamanville : l'Autorité de sûreté nucléaire avait alerté EDF dès 2005 de dysfonctionnements chez le fabricant", site France Info, 31 mars 2017.

[2] « Il faut imaginer qu'un accident de type Fukushima puisse survenir en Europe », interview de Pierre-Franck Chevet par Coralie Schaub, Libération, 3 mars 2016 .